

## **Projet de règlement grand-ducal**

**concernant la protection de la sécurité et de la santé des salariés contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail**

---

### **Avis du Conseil d'État**

(8 mars 2016)

Par dépêche du 18 novembre 2015, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.

Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs (se rapportant par erreur au projet de règlement grand-ducal relatif à la prévention des blessures par objets tranchants dans le secteur hospitalier et dans le secteur sanitaire), un commentaire des articles, un tableau de correspondance du projet de règlement grand-ducal avec la directive à transposer – c'est-à-dire la directive 2014/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 modifiant les directives du Conseil 92/58/CEE, 92/85/CEE, 94/33/CE, 98/24/CE et la directive 2004/37/CE du Parlement européen et du Conseil afin de les aligner sur le règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges–, la fiche d'évaluation d'impact et la fiche financière.

Le délai de transposition de la directive 2014/27/UE précitée a été fixé au 1<sup>er</sup> juin 2015. Aussi, le Premier ministre, ministre d'État, a-t-il demandé au Conseil d'État par dépêche du 11 février 2016 d'accorder un traitement prioritaire au projet en question.

L'avis de la Chambre des salariés a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 25 février 2016.

### **Considérations générales**

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet la transposition partielle de la directive 2014/27/UE précitée, en l'occurrence l'article 4, comportant les modifications à apporter à la directive 98/24/CE du Conseil du 7 avril 1998 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail (quatorzième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la directive 89/391/CEE).

Les auteurs reprennent dans le projet de règlement grand-ducal sous avis le dispositif du règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail, en y apportant plusieurs adaptations rédactionnelles.

Le projet de règlement grand-ducal trouve sa base légale dans le Livre III, Protection, Sécurité et Santé des Salariés du Code du travail, dont l'article L. 314-2 précise que « *les mesures d'exécution d'ordre technique découlant du présent titre y compris la détermination de prescriptions minimales de sécurité et de santé, peuvent être établies par voie de règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'État et avec l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des députés* ». L'article L. 314-4 dispose que « *toute infraction aux dispositions des articles L. 312-1 à L. 312-5, L. 312-8 et L. 314-2, des règlements et des arrêtés pris en leur exécution est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement* ».

## **Observation préliminaire sur le texte en projet**

### Préambule

Le préambule du projet de règlement grand-ducal sera à adapter en ce qui concerne la réception ou non des avis des chambres professionnelles concernées.

## **Examen des articles**

### Articles 1<sup>er</sup>

Cet article reprend le texte du premier article du règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 précité et ne donne pas lieu à observation.

### Article 2

Au point i), l'expression « autorité compétente » est définie comme « *les autorités compétentes définies à l'article L. 314-3. du Code du travail* ». Cet article précise que « *l'exécution du présent titre est confiée à l'Inspection du travail et des mines, à la Direction de la santé du ministère de la Santé, à l'Association d'assurance contre les accidents et à l'Administration des douanes et accises, chacune agissant dans le cadre de ses compétences légales respectives.* »

Cette définition n'est donc pas précise et peut mener à des interprétations divergentes. Le Conseil d'État demande que les auteurs remplacent, aux différents endroits du texte, l'expression « autorité compétente » par « la ou les autorités compétentes visées » au cas par cas.

Comme les points j) et k) ne comportent pas de définition, mais portent sur l'abréviation de deux règlements européens utilisée notamment et une première fois respectivement au point b) de l'article 2 et au

paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 4, le Conseil d'État propose de préciser ces abréviations à ces endroits, tout en abandonnant la référence à la publication.

### Article 3

Le Conseil d'État propose de formuler l'article 3 comme suit :

« La liste des valeurs limites contraignantes d'exposition professionnelle est fixée à l'annexe I.

Les valeurs limites biologiques contraignantes et d'autres informations pertinentes sur la surveillance de la santé sont fixées à l'annexe II. »

### Article 4

Le Conseil d'État propose de formuler le 5<sup>e</sup> tiret de l'article 4 comme suit :

« – Les valeurs limites d'exposition professionnelle ou les valeurs limites biologiques figurant aux annexes I et II. »

### Articles 5 à 7

Sans observation.

### Article 8

Au paragraphe 3, il y a lieu de préciser, comme indiqué par le Conseil d'État à l'endroit de l'article 2, quelle est l'autorité compétente responsable.

### Article 9

Sans observation.

### Article 10

Le Conseil d'État propose de formuler l'alinéa 2 du paragraphe 2 comme suit :

« La surveillance de la santé est obligatoire dans le cas d'activités impliquant un agent chimique comportant une valeur biologique contraignante fixée à l'annexe II, conformément aux procédures décrites à ladite annexe. Les salariés sont informés de cette exigence avant d'être affectés à la tâche comportant des risques d'exposition à l'agent chimique dangereux indiqué. »

Au paragraphe 6, il y a lieu de préciser qui est en charge de la notification de tous les cas de maladies ou de décès qui ont été identifiés comme résultant d'une exposition professionnelle à des agents chimiques dangereux, et de préciser également, comme indiqué par le Conseil d'État à l'endroit de l'article 2, quelle est l'autorité compétente à laquelle cette notification est adressée.

### Article 11

Sans observation.

## Article 12

Comme les annexes font toujours partie intégrante d'un règlement grand-ducal, l'article sous revue est à supprimer.

## Articles 13 et 14 (12 et 13 selon le Conseil d'État)

Sans observation.

## Annexes I et II

Sans observation.

## Annexe III

Le règlement grand-ducal modifié du 15 juillet 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail dispose dans son article 5 que *« sans préjudice de l'application d'autres dispositions réglementaires relatives à la commercialisation et à l'utilisation de l'amiante, les activités qui exposent les travailleurs aux fibres d'amiante lors de l'extraction de l'amiante, de la fabrication et transformation de produits d'amiante, ou de la fabrication et transformation de produits qui contiennent de l'amiante délibérément ajoutée, sont interdites, à l'exception du traitement et de la mise en décharge des produits résultant de la démolition et du désamiantage »*.

Le point b) de l'annexe III est donc superfétatoire et peut être supprimé.

## **Observations d'ordre légistique**

Au préambule, il y a lieu d'écrire correctement « Code du travail ».

La subdivision du dispositif en articles se présente par l'abréviation suivante, sans trait d'union entre l'abréviation et le numéro de l'article : « Art. 1<sup>er</sup>. ; Art. 2. ; ... ».

La subdivision des articles en paragraphes se caractérise par un chiffre cardinal arabe placé entre parenthèses : « (1), (2), ... ». Il y aura lieu d'adapter les articles 1<sup>er</sup> et 3 à 10 en ce sens.

Les subdivisions complémentaires des paragraphes en points sont caractérisées par un numéro suivi d'un point (1., 2., 3., ...), eux-mêmes éventuellement subdivisés en employant des lettres minuscules suivies d'une parenthèse fermante (a), b), c), ...). Il y a dès lors lieu de remplacer les tirets aux articles 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, 5, paragraphe 2, et 7, paragraphes 2 et 5, et 8, paragraphe 1<sup>er</sup> par des numéros suivis d'un point.

À l'endroit des articles 9, paragraphes 2 et 3, et 10, paragraphes 2 et 5, les subdivisions sont également à indiquer par un numéro suivi d'un point.

À l'endroit de l'article 10, paragraphe 5, la subdivision du point b) est à indiquer par des tirets.

Il y a lieu d'écrire correctement « paragraphe 1<sup>er</sup> » à travers le dispositif du règlement grand-ducal en projet.

La dénomination exacte des administrations étatiques est à employer. Dès lors, il y aura lieu d'écrire « Division de la santé au travail et de l'environnement ». Le dispositif du projet de règlement grand-ducal est à adapter en ce sens.

À l'article 13 (12 selon le Conseil d'État), il est proposé de libeller l'intitulé comme suit : « Disposition abrogatoire ».

Il y a lieu de faire abstraction de l'intitulé figurant à l'article 14 (13 selon le Conseil d'État).

Ainsi délibéré en séance plénière, le 8 mars 2016.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

La Présidente,

s. Viviane Ecker